

l'Arche

LE MAGAZINE DU JUDAÏSME FRANÇAIS

LAÏCITÉ

ÉCOLOGIE

HOMOSEXUALITÉ

LES GRANDS DEBATS

EUTHANASIE

GPA, PMA

LES DÉFIS À VENIR

Entretien avec David de Rothschild, président de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah.

L'Arche : Monsieur le président, nous avons l'habitude à tous les moments difficiles que traversait la communauté juive de nous tourner vers vous. Vous étiez un peu la voix de la sagesse et de la raison, et vous l'êtes resté pour un grand nombre. Est-ce aujourd'hui un moment difficile pour le judaïsme français ?

David de Rothschild : Oui, c'est évidemment un moment difficile pour les juifs français et pour le judaïsme français. Et, au-delà, c'est la société dans son ensemble qui connaît une période de crise. Je voudrais commencer par rappeler une réalité qu'il ne faut pas perdre de vue : les juifs ont, comme tout autre de nos compatriotes, leur place en France et l'immense majorité des Français n'est pas antisémite. Ainsi, les études de la CNC DH (Commission nationale consultative des Droits de l'homme) montrent qu'il existe une grande tolérance vis-à-vis des juifs en France, une tolérance supérieure à celle constatée envers d'autres minorités. Ces sondages montrent également la prégnance de préjugés antisémites au sein d'une frange minoritaire de la population. Comment l'expliquer ? Il se trouve d'abord que nous avons traversé une période assez longue au cours de laquelle la France et l'Europe ont connu une croissance nulle, voire une récession. Quand le chômage s'accroît, quand les gens sont inquiets pour le futur de leurs enfants, il y a une montée du populisme et des extrémismes.

Ces périodes de crise économique sont un terrain fertile pour l'antisémitisme et les théories du complot. Ensuite, il y a un deuxième élément évident, c'est l'évolution du contexte géopolitique et la montée en puissance de groupes islamistes radicaux. Au Moyen-Orient et en Afrique, ils font régner la violence et la terreur sur les zones qu'ils contrôlent. Ces nouveaux barbares mènent une guerre totale et visent aussi les démocraties occidentales. Dans cette perspective, la France, en tant que patrie des Droits de l'homme et de la laïcité, est l'une de leurs cibles. Elle a été durement touchée, plusieurs fois. Les juifs ont été visés car l'antisémitisme est consubstantiel de l'idéologie de haine des djihadistes. En France, les pouvoirs publics ont pris la mesure du danger et ont déployé des efforts conséquents pour protéger les citoyens juifs, mais dans ce domaine comme dans d'autres, le risque zéro n'existe pas. Pour finir ce panorama de la situation des juifs en France, il faut également parler de la crise du modèle d'intégration républicain. Cette dernière a en effet des conséquences directes sur le quotidien des juifs vivant dans les banlieues ou dans des quartiers plus isolés. Dans ces environnements où règne une mixité sociale et culturelle, on constate malheureusement une hausse des actes antisémites. Dans la rue ou dans certains établissements scolaires, la multiplication des insultes et des violences à l'encontre des juifs est très préoccupante. Dans ce contexte anxieux, un nombre croissant de juifs choisissent de faire leur Alya. Jusqu'à récemment, le rythme des départs était de 3 000 par an. En 2014, on a recensé 8 000 départs et pour 2015 on pourrait atteindre 10 000. Si elle est le fruit



d'une démarche spirituelle, d'un projet mûri porté par des considérations familiales ou économiques, l'Alya est une décision hautement respectable. Mais c'est un choix de vie qu'on ne devrait pas avoir à faire par défaut. Il ne devrait pas être dicté par la peur. Si c'était le cas, il illustrerait alors une perte de confiance dans la France et une forme de faillite de notre modèle de société. Pour ma part, tout en étant très attaché à Israël, je reste persuadé que les juifs ont un avenir en France et que nous saurons relever ensemble les défis qui se présentent à nous. Nous l'avons fait par le passé, nous réussirons demain.

Vous aviez dit, à l'époque où vous avez été nommé à la présidence de la FMS, qu'il était impératif d'ouvrir un dialogue avec les musulmans de France. Est-ce que ce dialogue aujourd'hui vous satisfait ?

Sans être un spécialiste de la question, je pense qu'il faut rappeler certaines choses. Contrairement à ceux qui voudraient attiser la haine en pointant des antagonismes là où il n'y en a pas, je crois qu'il existe une communauté de destin entre les musulmans et les juifs. Dans le monde, les musulmans sont les premières victimes de l'islamisme radical qui entend les mettre sous sa coupe. Sur ce point, il faut aussi rappeler le terrible sort des minorités chrétiennes persécutées. En France, juifs et musulmans sont de plus en plus victimes de l'intolérance. Discriminations, préjugés, lieux de culte vandalisés, les musulmans subissent aussi la haine de l'autre. En disant cela, je n'entends pas tout mettre sur le même plan. La situation actuelle réclame de la lucidité et cette lucidité nous oblige à voir la spécificité de l'antisémitisme et sa violence meurtrière. Rappelons-nous les crimes atroces de Toulouse et l'attentat de l'Hyper Cacher. Cette lucidité nous oblige aussi à constater qu'une partie de l'antisémitisme en France est le fait d'une petite minorité d'origine musulmane. On peut

être victime de racisme et raciste soi-même, c'est un élément qu'il faut prendre en compte.

Concernant le dialogue institutionnel avec les musulmans, on ne peut que regretter l'absence d'une véritable structure représentative capable de mobiliser et de parler au nom des musulmans de France dans leur diversité. Je crois que les organisations actuelles ne sont pas suffisamment fortes ou établies pour pouvoir contrer certaines cellules plus petites, plus violentes. Elles peuvent être marquées par le poids non négligeable de certains pays étrangers et, parfois, par l'influence de mouvances dangereuses dont l'idéologie est totalitaire. Sur le terrain, il existe néanmoins des rapprochements qui sont de bon augure. Un certain nombre d'imams ouverts et tolérants nourrissent des liens de sympathie avec des rabbins ou des personnalités de la communauté juive, c'est un commencement qui est très positif. Mais je crois qu'il faut aller plus loin. Je pense que la question centrale est celle de l'éducation et de l'apprentissage du « vivre-ensemble ». C'est un enjeu qui dépasse les seules relations judéo-musulmanes et concerne la société dans son ensemble. Il faut dès le plus jeune âge lutter contre les préjugés et les stéréotypes qui divisent, en faisant découvrir aux enfants la pluralité des cultures et des religions qui composent notre société. Il ne s'agit pas d'enfermer chacun dans une identité ou une communauté mais bien de faire vivre une citoyenneté apaisée et fraternelle. C'est une tâche à la fois difficile et urgente.

Le leadership juif, à la fois institutionnel et para-institutionnel, jugez-vous qu'il est à la hauteur des enjeux ?

Je pense que les responsables de la communauté juive ont pleinement conscience de la gravité et de l'urgence de la situation. Face à la menace terroriste et à l'antisémitisme, la mobilisation est générale. Les clivages institutionnels ou les conflits de personnes ne sont pas de mise. Il faut faire preuve d'un grand sens des

responsabilités et essayer d'agir, chacun dans son domaine, de la manière la plus pertinente. À la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, nous avons accentué nos efforts dans les domaines de la lutte contre l'antisémitisme et du dialogue interculturel. Nous avons créé fin 2014 une commission dédiée à ces problématiques. Cette commission est dotée d'un budget conséquent qui nous permet de soutenir plus fortement les actions éducatives, la lutte contre la propagation des discours de haine sur Internet et les initiatives qui contribuent au rapprochement entre les communautés culturelles.

Dans cette mobilisation générale, le dialogue avec l'État est déterminant et extrêmement porteur. Le gouvernement et le président de la République ont parlé de manière irréprochable pour condamner et dénoncer sans ambiguïté les actes et les comportements antisémites. Il est très rassurant qu'un gouvernement prenne une décision aussi lourde et exceptionnelle que celle de mettre, devant quasiment tous les sites juifs, des soldats ou des policiers chargés de les protéger. Nous préférons ne pas avoir à vivre pareille situation, mais cette protection généralisée est la réponse immédiate qu'il fallait mettre en œuvre après les événements tragiques qui se sont produits. Au-delà, la réaction ne peut pas être seulement sécuritaire, elle doit venir de tous les pans de la société car c'est toute notre société que les terroristes cherchent à déstabiliser. Les attentats de janvier ont été un électrochoc, les mobilisations du 11 janvier l'ont montré. Cet esprit semble retomber un peu mais je nourris l'espoir que, devant la haine et la violence qui se répandent, tous ceux, et ils sont évidemment majoritaires, qui adhèrent aux valeurs démocratiques vont se rapprocher au-delà des clivages politiques et des différences culturelles. Parce qu'au fond nous partageons une même volonté : celle de vivre en paix dans la République. Les enjeux qui traversent la communauté juive ne sont pas seulement liés à l'antisémitisme. Ils sont aussi d'ordres démographiques, sociaux et

éducatifs. Face à ces défis, la Fondation pour la Mémoire de la Shoah a décidé de débloquent un budget supplémentaire exceptionnel pour soutenir des projets structurants qui consolideront le judaïsme français afin d'en assurer la pérennité. Cela s'adresse à toutes les organisations. Nous sommes en particulier très sensibles au développement de l'éducation juive, qui est un pilier essentiel du judaïsme français, mais aussi aux associations qui contribuent, dans leur diversité, au rayonnement des valeurs humanistes du judaïsme en développant des programmes culturels pour tous. Cela viendra compléter notre action de long cours dans le domaine de la solidarité envers les survivants de la Shoah et dans la diffusion de l'histoire et de la mémoire de la Shoah.

Le malaise touche à la fois la France mais aussi l'Europe, nous faisons cette interview au moment où la crise grecque est au plus fort. Faut-il se faire du souci pour l'avenir de l'Europe ?

La crise qui secoue actuellement la Grèce est un problème complexe dont les conséquences sont extrêmement douloureuses pour la population grecque. Je pense plus particulièrement à la communauté juive qui, en plus de devoir faire face à la montée d'un antisémitisme virulent porté par le parti Aube dorée, doit répondre à l'urgence sociale alors que ses organisations de bienfaisance manquent cruellement de moyens. La Fondation pour la Mémoire de la Shoah a déjà soutenu la communauté juive de Grèce par le passé, elle va continuer à lui apporter une aide par le biais du Joint. Pour répondre à votre question, je quitte maintenant ma « casquette » de président de la FMS pour endosser mon costume de banquier. La crise grecque a mis en lumière deux écoles de pensée. La première, minoritaire, préconise la sortie de la Grèce de la zone euro, certains allant même jusqu'à prôner le retour aux monnaies nationales dans l'ensemble de la zone. La seconde école, à laquelle j'appartiens, voit dans cette crise à la

fois le résultat d'une série de « péchés originels » commis par les gouvernements grecs depuis plusieurs années, mais aussi l'illustration de la complexité voire de l'inefficacité du système européen actuel quand il s'agit d'anticiper ou de gérer les crises de ce genre. Par conséquent, je crois que la réponse à cette crise n'est pas « moins d'Europe » mais au contraire « plus d'Europe ». Selon moi, il faudrait tendre vers un modèle fédéral en donnant plus de responsabilités économiques à Bruxelles, en redescendant un certain nombre de compétences au niveau des États, tout en s'assurant du respect des règles contraignantes s'imposant aux pays de la zone euro. Une telle évolution nécessiterait évidemment une période de convergence fiscale et budgétaire. De plus, elle ne pourrait pas se faire sans un approfondissement de la démocratie européenne. On aurait alors une Europe fédérale, laissant une grande marge de manœuvre aux États, marge de manœuvre qu'ils pourraient exercer à l'intérieur d'un cadre réglementaire induit par l'utilisation d'une monnaie commune. Cette dernière ne pouvant pas s'accommoder de divergences continues entre les différentes politiques fiscales et budgétaires. Je suis trop vieux pour voir l'aboutissement de cette réflexion, mais j'imagine qu'elle pourrait se concrétiser d'ici dix à quinze ans. Elle s'accompagnerait alors d'une grande phase de prospérité en Europe, car notre continent dispose d'une somme d'intelligences, de talents et de compétences extraordinaire. Un continent plus uniforme sur le plan des grands équilibres économiques pourrait ainsi faire face à la compétition chinoise et américaine. Ce qui serait pour la génération de nos petits-enfants extraordinairement bénéfique.

Le malaise djihadiste, les attentats, ont commencé par toucher la communauté juive et on s'aperçoit aujourd'hui que tout le monde est atteint, que les cibles sont très diverses. Est-ce que vous diriez néanmoins que les juifs restent des

cibles privilégiées en France ?

Tout d'abord, le djihadisme, l'islamisme radical, n'a pas commencé par viser les juifs, il a commencé par tuer des musulmans, pensons par exemple à l'Algérie des années 1990. Avec les attentats du 11 septembre 2001, l'Occident a été touché en son cœur. Beaucoup découvraient alors l'émergence du terrorisme islamiste mondialisé. Mais contrairement à ce que certains dirent alors et disent encore, il ne s'agit pas d'une guerre de civilisations. Je pense que ces nouveaux barbares mènent, avec les moyens les plus modernes, une guerre contre la civilisation, de l'Europe à la Syrie, du Mali jusqu'en Indonésie. Sur le front occidental, les Juifs sont des cibles, c'est hélas indéniable. À travers eux, c'est l'État d'Israël qui est visé mais les Juifs sont aussi visés parce qu'ils sont porteurs d'une morale universelle où la vie est la valeur suprême et le respect de l'autre fondamental. Cette éthique du judaïsme, c'est l'antithèse de ce que prônent les djihadistes. Le but des terroristes est d'instaurer un climat de peur, attiser la méfiance et les divisions dans notre société. Ils voudraient fragiliser les fondements de notre démocratie : la liberté de croire ou de ne pas croire, la laïcité, la liberté d'expression... L'histoire nous montre quelles peuvent être les conséquences du reniement des principes démocratiques, de l'aveuglement politique qui consiste à ne pas prendre la mesure des dangers qui nous menacent, de l'indifférence face au sort des persécutés. Les juifs en ont été les victimes pendant la Seconde Guerre mondiale. En tant que citoyens responsables et au nom de cette mémoire douloureuse, nous avons un rôle à jouer, un rôle de sentinelles ou de lanceurs d'alerte comme on dit aujourd'hui.

Vous avez dit que vous souhaitiez qu'on sorte par le haut de ce malaise sans trop savoir comment. Mais ce malaise dure maintenant depuis quelques années, et il menace de durer quelques années encore...

Les difficultés que connaît aujourd'hui la société française, ce



Mémorial de la Shoah

malaise qui touche une partie de la communauté juive, ont des causes à la fois conjoncturelles et structurelles. J'aimerais avoir une réponse simple à ces problèmes, mais je n'en ai pas. Il me semble, au-delà du risque terroriste, que quelque chose est brisé dans notre modèle républicain. Les risques de radicalisation religieuse ne sont que l'une des facettes de ce problème. Au fond, la question est de savoir comment éviter l'enfermement communautariste, comment donner des perspectives d'avenir à nos jeunes, à ceux qui se sentent exclus et qui finissent par ne plus avoir confiance dans les institutions démocratiques pour les représenter et répondre à leurs difficultés. La mobilisation de tous est nécessaire et je ressens cette volonté de la part de nombre d'acteurs, chez les élus, dans le secteur privé, dans la société civile. Cette mobilisation ne doit pas faillir. Il faut continuer d'expérimenter, de généraliser les bonnes pratiques, d'impliquer chacun à tous les niveaux. À sa mesure, et en complément des aides qu'elle apporte directement, la

Fondation pour la Mémoire de la Shoah a rejoint un collectif de fondations, créé autour du Centre français des fonds et fondations après le 11 janvier, pour réfléchir et travailler ensemble, dans la diversité des missions de chacune d'entre elles. Nous espérons, en mettant en commun nos forces, accompagner plus efficacement les initiatives de la société civile en faveur de la citoyenneté, de la cohésion, et du vivre ensemble, ce qui inclut, bien sûr, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

Tout le monde se félicite des positions et des mesures prises par le gouvernement face à l'antisémitisme. Est-ce qu'il y a des mesures qui vous semblent manquer aujourd'hui ?

Les objectifs affichés par le plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme sont ambitieux. Je crois que le gouvernement va dans le bon sens en souhaitant agir aussi bien sur le plan répressif et sécuritaire, que dans le domaine de la prévention et de l'éducation. Sur ce point, des actions concrètes sont annoncées, nous espérons qu'elles

seront efficaces. Nous suivrons bien entendu avec un grand intérêt les initiatives de l'État, celles qu'il initiera comme celles qu'il aidera. Mais dans ce domaine comme ailleurs, on ne peut pas tout attendre de l'État, notamment parce que ses ressources budgétaires sont limitées. Et parce que, je le redis, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme concerne la société dans son ensemble. J'évoquais, tout à l'heure, les acteurs privés qui sont de plus en plus nombreux à s'investir dans ces problématiques. Il faut citer le Mémorial de la Shoah, le Mémorial du Camp des Milles et les autres lieux de mémoire qui existent en France. Par leur travail de transmission de l'histoire, ils ont un rôle important à jouer. Ils s'en sont emparés et développent en particulier des formations pour les élèves et les professeurs mais aussi pour des magistrats, des policiers ou des professionnels du monde associatif. La Fondation pour la Mémoire de la Shoah entend apporter une contribution importante à cet effort collectif. ●